

**BUDGET ECONOMIQUE EXPLORATOIRE 2025**



**Les perspectives économiques en 2024 et 2025**

**Juillet 2024**

**Avant-Propos**

Le Haut-Commissariat au Plan élabore le budget économique exploratoire 2025 qui présente une révision de la croissance économique nationale en 2024, ainsi que les perspectives pour l’année 2025. Ce budget est de nature à permettre au gouvernement et aux décideurs de prendre conscience de l'évolution économique prévue en 2025. Il constituera ainsi un cadre de référence pour la fixation d'objectifs économiques appuyés par d’éventuelles mesures à mettre en œuvre, notamment dans le cadre de la Loi de Finances 2025.

L’élaboration de ce budget économique tient compte des agrégats provisoires arrêtés par la comptabilité nationale pour l’année 2023 et des résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d’analyse de conjoncture menés par le Haut-Commissariat au Plan durant le premier semestre de l’année 2024. Ces prévisions sont, également, sous-tendues par un ensemble d'hypothèses relatives à l'évolution des facteurs exogènes régissant l'économie marocaine, aussi bien sur le plan national qu'international.

Les prévisions pour l’année 2025 sont basées sur l’hypothèse d’une production céréalière moyenne inférieure durant la campagne agricole 2024/2025 et la reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2024.

**PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

**2023**

**2024**

**2025**

**Evolution de la croissance économique nationale (en %)**

**3,7**

**3,4**

**3,0**

* **Produit Intérieur Brut**

**3,5**

**3,6**

**3,2**

* **Valeur ajoutée non agricole**

**8,5**

**1,6**

**-4,6**

* **Valeur ajoutée primaire**

**1,8**

**6,4**

**2,2**

* **Inflation**

**Principaux Ratios (en % du PIB)**

-**19,5**

**-18,2**

**-18,4**

* **Déficit commercial**
* **Besoin de financement**

**-0,7**

**-0.4**

**-0.6**

**-4,3**

**-3,8**

**-4,0**

* **Déficit budgétaire**

**83,0**

**82,5**

**82,4**

* **Taux d’endettement global**

***Introduction***

La croissance mondiale devrait se stabiliser en 2024 et 2025 aux alentours de 3,1%, soutenue par la vigueur de la consommation sur fond du repli de l’inflation et de la solidité du marché de l’emploi et par l’allègement des contraintes sur la production. Néanmoins, l’activité économique devrait continuer de pâtir des effets des politiques macroéconomiques restrictives et de la persistance des incertitudes géopolitiques.

Dans ce sillage, l’activité économique nationale devrait poursuivre son redressement en 2024, stimulée par le maintien de l’effort de l’investissement public et par la reprise de la demande extérieure, dans un contexte marqué par une atténuation des pressions inflationnistes. Ainsi, le secteur non agricole devrait marquer une dynamique soutenue par le rebondissement du secteur minier et du BTP, et par la bonne tenue de l’industrie, du tourisme et du transport, au moment où les conditions climatiques défavorables continueraient d’impacter la croissance du secteur agricole.

L’activité économique nationale en 2025 devrait, sous l’hypothèse d’un scenario moyen inferieur pour la production agricole durant la campagne 2024/2025, connaître un raffermissement du secteur primaire, accompagné de la poursuite de la bonne performance des secteurs secondaire et tertiaire, dans un contexte de consolidation de l’investissement et de la demande extérieure. Ce scénario reste cependant soumis à de multiples aléas, notamment une éventuelle détérioration des conditions climatiques qui pourrait entraver la normalisation du niveau de la production agricole et accroitre les risques relatifs aux défis structurels de l’économie marocaine.

***La croissance mondiale devrait se stabiliser après la succession de chocs négatifs***

L’économie mondiale devrait croître en 2024 au même rythme que l’année précédente, soit 3,1%[[1]](#footnote-1), bénéficiant de l'atténuation des contraintes sur les chaines d’approvisionnement et de la solidité du marché de l'emploi, et ce malgré la poursuite des tensions géopolitiques et le maintien des taux d’intérêts élevés. En 2025, l’activité économique devrait progresser de 3,2% suite à une modeste expansion du commerce et de l’investissement profitant du reflux de l'inflation. Ces rythmes de croissance demeurent toutefois inférieurs à la moyenne de 3,8% observée entre 2000 et 2019, sur fond d'un Policy-mix restrictif et de la persistance des incertitudes.

***Des trajectoires de croissance contrastées***

La croissance économique devrait rester modérée, en deçà de 2% avec de fortes disparités inter-pays dans les économies avancées, et soutenue dans les pays émergents avec une croissance de 4%, en dépit du ralentissement prévu de l’économie chinoise.

**Aux États-Unis**, l’activité économique devrait maintenir son rythme d’évolution de 2,5% en 2024. L‘inflation devrait ralentir restant toutefois à des niveaux élevés malgré l’augmentation significative des taux d’intérêt. En effet, l’activité des entreprises américaines devrait continuer de réaliser des résultats favorables et les dépenses de consommation devraient rester fortes tirant profit de la solidité du marché du travail. La politique monétaire de la FED devrait ainsi rester restreinte plus longtemps que prévu. La croissance américaine devrait ralentir à 1,8% en 2025, suite aux effets cumulatifs du resserrement monétaire et aux mesures budgétaires restrictives visant la réduction du déficit budgétaire et l’allégement de la dette publique. Celle-ci devrait continuer d’enregistrer des taux préoccupants dépassant les 125% du PIB en 2025.

La situation défavorable des **économies européennes** accentue le contraste apparu dès le début de la crise sanitaire avec l’économie américaine. La croissance en **zone euro** devrait rester faible en 2024 avec un taux limité à 0,7%. Les conditions financières restrictives devraient peser sur l’investissement et la consommation, tandis que la faiblesse de la demande extérieure devrait freiner les exportations. La croissance devrait rester fragile en Allemagne et en France, timide en Italie et nettement meilleure en Espagne. L’activité économique dans la zone euro devrait rebondir légèrement à 1,4% en 2025, stimulée par l’expansion de la consommation privée dans un contexte de reflux de l’inflation combiné au dynamisme des salaires. Les investissements devraient se redresser progressivement avec l’amélioration attendue du marché des crédits suite au relâchement de la politique monétaire. Par ailleurs, la contribution du commerce extérieur à la croissance devrait rester neutre malgré la reprise des exportations. Quant à la politique budgétaire, elle devrait se durcir en liaison avec le retrait progressif des mesures d’aide énergétique.

**Dans les économies émergentes et en développement, la Chine** devrait réaliser une croissance en décélération, passant de 5,2% en 2023 à 4,8% en 2024 et 4,1% en 2025. La demande intérieure et l’activité des services devraient continuer de manquer de vigueur, freinées par la crise du secteur immobilier, par les incertitudes réglementaires et par les faibles niveaux de confiance des consommateurs et des investisseurs privés. Cependant, l’économie chinoise devrait tirer profit de la contribution favorable des exportations grâce au redressement de l’industrie manufacturière.

**En Inde**, la croissance économique devrait se modérer suite principalement à la décélération de la demande extérieure. Elle devrait rester toutefois stimulée par la dynamique de l’investissement et de la consommation privée qui devrait bénéficier d'une reprise de la production agricole et de la baisse de l’inflation. Le taux de croissance devrait ainsi rester élevé avoisinant 6,7% en 2025 après 6,6% en 2024 et 8,2% en 2023.

En **Russie,** l’économie devrait réaliser une croissance de 2,9% en 2024 et 1,4% en 2025, bénéficiant de l’importance des dépenses publiques et des investissements liés à la guerre. Les [recettes d’exportation de pétrole devraient rester élevées malgré les sanctions occidentales, bénéficiant du développement d’importants liens commerciaux notamment avec la Chine](https://www.lopinion.fr/economie/plongee-dans-le-reseau-clandestin-qui-ecoule-le-petrole-russe)**.**

**Au Brésil**, la croissance devrait se modérer à 2% en 2024, impactée par les effets retardés du resserrement monétaire et par une moindre contribution de l’agriculture. En 2025, la croissance devrait avoisiner 2,2%, soutenue par les réformes budgétaires.

***Détente des cours des matières premières***

Le prix du baril du **pétrole** devrait avoisiner 84$/baril en 2024 et 79$/baril en 2025. Cette détente des cours reflète les anticipations d’une faible demande dans un contexte de modération de la dynamique économique mondiale accompagnée d’une forte croissance de la production des pays non membres de l'OPEP. Les prix du **gaz naturel** devraient continuer de baisser en 2024 enregistrant un reflux de 27% suite aux faibles demandes industrielles en Europe, aux conditions climatiques douces, et aux importantes réserves de gaz naturel liquéfié. En 2025, le prix du gaz devrait se raffermir légèrement en liaison avec la reprise des investissements en industrie. De même, les prix des matières premières **non énergétiques** devraient continuer d’enregistrer des replis de 0,1% en 2024 et de 3,4% en 2025, en raison notamment d'une activité industrielle plus faible en Europe et en Chine.

***Baisse désynchronisée de l’inflation***

L’inflation mondiale devrait ralentir passant de 4,9% en 2023 à 3,5% en 2024 et à 2,9% en 2025, sous l’effet notamment de la baisse des prix des matières premières et de l’atténuation des problèmes d’approvisionnement. La désinflation serait plus prononcée et plus précoce dans les pays avancés, mais elle devrait rester au-dessus de l’objectif dans la plupart des pays. En revanche, la situation dans les économies émergentes devrait évoluer de manière plus disparate.

**La parité euro dollar** devrait enregistrer une quasi-stagnation aux alentours de 1,07 en 2024 et en 2025. Le dollar devrait rester soutenu par les tensions géopolitiques et par les divergences entre les États-Unis et la zone euro en matière de croissance, d’inflation et d’orientation de la politique monétaire.

Dans ces conditions, **le commerce mondial** devrait rebondir de 2,5% en 2024 et de 3,4% en 2025 au lieu de 0,1% en 2023, stimulé par la diminution des coûts des échanges et par un rebond de la demande mondiale de biens suite au réapprovisionnement des stocks aux États-Unis et en zone euro. Toutefois, l’évolution du volume des échanges devrait rester en dessous de son niveau de 3,7% durant la période 2011-2019, impacté notamment par la diminution des flux entre les blocs géopolitiques dans un contexte de restrictions croissantes au commerce transfrontalier. Ainsi, la **demande mondiale adressée au Maroc** devrait accuser une reprise de 1,5% en 2024 et de 3% en 2025 après un recul de 1,4% en 2023.

***Maintien de la tendance évolutive de la croissance économique en 2024***

En dépit du repli du secteur agricole, l’activité économique nationale devrait poursuivre son redressement en 2024, stimulée principalement par l'affermissement du secteur secondaire et par le maintien de la dynamique des activités tertiaires, dans un contexte marqué par une atténuation attendue des pressions inflationnistes.

***Une croissance économique freinée par les conditions climatiques…***

Le démarrage de la campagne agricole 2023-2024 a été caractérisé par des conditions climatiques difficiles, suite aux précipitations retardées et inégalement réparties conjuguées à un niveau de température élevé par rapport à la normale saisonnière. Impactée par la succession des années de sécheresse, la superficie cultivée en céréales s’est élevée à seulement 2,47 millions d’hectares, contre 3,67 millions d’hectares lors de la précédente campagne agricole, soit une diminution significative de 33%. De ce fait, la production céréalière se serait limitée à 31,2[[2]](#footnote-2) millions de quintaux contre 55,1 millions de quintaux la campagne précédente, soit un recul de 43%. En revanche, le rattrapage pluviométrique survenu grâce aux pluies printanières devrait être bénéfique pour les cultures non céréalières, notamment les cultures maraichères et l’arboriculture fruitière. En outre, la situation des barrages s'est légèrement améliorée avec une augmentation significative des réserves hydriques au nord du royaume.

Concernant l’activité de l’élevage, elle devrait bénéficier de l’amélioration tardive des cultures fourragères et de la disponibilité des pâturages dans les zones Bour, permettant ainsi de conforter les conditions de production de la filière animale, qui demeure confrontée au défi de la reconstitution du cheptel national.

Compte tenu de l’évolution de l’activité de la pêche maritime à environ 3,9%, la valeur ajoutée **du secteur primaire** devrait se replier de 4,6% en 2024 après une croissance positive de 1,6% enregistrée en 2023, contribuant ainsi négativement de 0,5 point à la croissance du Produit Intérieur Brut au lieu d’une contribution positive de 0,2 point une année auparavant.

***… et boostée notamment par un regain du dynamisme du secteur secondaire***

**Les activités non agricoles** devraient afficher une progression de 3,6%, portée par le renforcement de l’investissement et par la reprise de la demande extérieure adressée au Maroc. Ce rythme de croissance devrait être soutenu principalement par la relance du secteur du BTP et des activités minières, ainsi que par la poursuite de la dynamique des activités industrielles et touristiques et celle du transport.

La valeur ajoutée des industries de transformation devrait afficher une évolution de 3,1% au lieu 2,7% en 2023, profitant de la reprise de l’activité des industries chimiques amorcée en 2023, suite à l’accroissement de la demande extérieure. Quant aux industries du matériel du transport, elles devraient bénéficier de la poursuite de la bonne performance de l’industrie automobile et de l’essor de l’industrie aéronautique, notamment dans les segments de l’assemblage et du câblage électrique. En outre, l’industrie agroalimentaire devrait enregistrer une croissance limitée à 1,6%, sous l’effet des retombées négatives de l’amont agricole. Cependant, l’activité du textile devrait continuer de pâtir des répercussions de la concurrence accrue sur le marché international et la faible demande adressée au secteur.

Le secteur du BTP devrait marquer un rebondissement de 3,9% en 2024 après un repli de 0,4% en 2023, boosté par l’accroissement de 56% des investissements publics du secteur et par la mise en œuvre d’importants programmes d’infrastructure. La branche du bâtiment devrait, de son côté, tirer profit de la mise en œuvre du programme d’aide à l’acquisition des logements, dans un contexte marqué par une décélération progressive des cours des matériaux de construction et par l’assouplissement attendu des conditions de financement.

La valeur ajoutée du secteur minier devrait afficher une croissance remarquable de 10,9% en 2024, après deux baisses successives de 2,7% et 23% respectivement en 2023 et 2022. Cette reprise devrait bénéficier de la consolidation de la production du phosphate brut portée par la demande croissante des industries locales de transformation et par la dynamique des exportations, dans un contexte de repli des cours à l’international.

Dans ces conditions, le **secteur secondaire** devrait enregistrer une croissance soutenue de l’ordre de 4,1% en 2024 après 1,3% en 2023, contribuant d’un point à la croissance économique nationale au lieu de 0,3 point.

**Les activités tertiaires** devraient afficher une croissance favorable de l’ordre de 3,4% en 2024, attribuable principalement à la progression de 3,5% des services marchands. Cette évolution est renforcée notamment par le maintien de la performance de l’activité touristique et celle du transport, ainsi que par l'expansion des activités financières et immobilières. En effet, les efforts déployés pour la promotion de la destination « Maroc » et pour l’amélioration de l’accessibilité des différentes destinations touristiques du royaume, devraient contribuer à une augmentation considérable des arrivées en 2024. Ainsi, le secteur du tourisme devrait afficher un accroissement de 7,2%, après 23,5% l’année précédente.

De son côté, l’activité du transport devrait marquer une évolution positive de l’ordre de 5,2%, profitant de la progression du transport aérien et maritime. Ce dernier devrait bénéficier de l'amélioration des échanges commerciaux internationaux, en particulier la reprise attendue des exportations du phosphate et de ses dérivés et des produits de fabrication du matériel du transport.

Dans ces conditions, et compte tenu d’une évolution de 6,8% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, **le Produit Intérieur Brut devrait afficher une croissance de 3% en 2024** au lieu de 3,4% en 2023. Ainsi, l’inflation mesurée par le niveau général des prix devrait se situer aux alentours de 1,8% au lieu de 6,4% en 2023.

***Demande intérieure soutenue par la vigueur de l’investissement***

**La demande intérieure** devrait connaitre une évolution de 3% en 2024 après 3,3% en 2023, donnant lieu à une contribution de 3,3 points à la croissance du PIB après 3,6 points en 2023. Cette tendance devrait profiter de l’accroissement de **l’investissement brut** de 3,6% au lieu de 1,5% en 2023, contribuant ainsi d’un point à la croissance du PIB. Ceci s’explique par la consolidation de l’effort public en matière d’investissement, notamment dans les infrastructures, conjuguée au redémarrage prévu dans la branche du bâtiment à la suite de l’opérationnalisation des programmes de reconstruction des zones sinistrées et d’aides au logement.

Par ailleurs, l**a consommation des ménages** devrait enregistrer un ralentissement de son rythme de progression passant de 3,7% en 2023 à 2,2% en 2024, contribuant ainsi de 1,3 point à la croissance du PIB contre 2,3 points en 2023. Cette décélération, expliquée notamment par la baisse prévue des revenus agricoles et par le maintien du niveau élevé des prix, devrait être atténuée par l'impact escompté des transferts sociaux directs et du maintien du rythme évolutif des transferts des MRE. Tenant compte de la poursuite de la dynamique des **dépenses de** **consommation des administrations publiques** qui devraientévoluer de 4,5% après 4,1% en 2023, **la consommation finale nationale** devrait afficher un accroissement de 2,8% contribuant de 2,2 points à la croissance du PIB.

***Poursuite de la dynamique des échanges extérieurs***

Au niveau du **commerce extérieur**, les exportations des métiers mondiaux devraient maintenir leur tendance haussière, notamment pour le secteur de l’automobile et de l’aéronautique, tirant profit d’une demande étrangère stable et vigoureuse. En outre, les exportations du phosphate et de ses produits dérivés devraient afficher un accroissement significatif suite à un redressement de la demande émanant des principaux partenaires et aux retombées des restrictions de l’offre sur le marché international, en particulier celles relatives à l’export du phosphate chinois. Quant aux exportations du secteur du textile, elles devraient afficher un rythme d’évolution timide compte tenu de la modération de la demande étrangère et de la poursuite de la concurrence rude sur le marché international. De même, l’évolution des exportations agroalimentaires devrait être limitée par les répercussions de la succession des années de sécheresse. Dans ces conditions, le **volume des exportations des biens** devrait enregistrer une augmentation de 10,5% au lieu de 8,6% en 2023.

En parallèle, le **volume des importations des biens** devrait connaitre une hausse de 8% au lieu de 6,5% en 2023. Cette tendance s'explique par l'accroissement des importations des produits alimentaires, notamment les céréales, suite à la persistance de l’insuffisance de la production nationale, et par la hausse des importations en animaux vivants. En outre, les importations en biens d'équipement et en demi-produits devraient afficher une évolution haussière, en lien avec la poursuite de la trajectoire ascendante de l’investissement et la bonne tenue des branches d’activité à vocation exportatrice dépendante des biens importés.

Au niveau des échanges des services, la poursuite de la bonne tenue de l’activité touristique devrait contribuer positivement au rythme soutenu des exportations des services de voyage et de transport. Dans ces conditions, le **volume** **des exportations de biens et de services** devrait afficher un accroissement de 9% au lieu de 8% enregistré en 2023. En parallèle, **les importations de biens et services** **en volume** devraient connaitre une progression de 8% contre 7,4% en 2023. Ainsi, la contribution de la demande extérieure nette à la croissance économique en 2024 devrait rester négative de l’ordre de 0,2 point.

Tenant compte de l’allégement des pressions sur les cours des matières premières sur le marché international qui devrait bénéficier à la réduction de la facture énergétique, l’évolution de la **valeur des importations** devrait atteindre 2,8% au lieu de -2,7% en 2023. Compte tenu des **exportations en valeur** qui devraient afficher une croissance de 5,4% au lieu de 0,1% l’année précédente, le **déficit commercial** devrait s’alléger, passant de 19,5% du PIB en 2023 à 18,4% en 2024. Le **déficit en ressources** devrait ainsi s’atténuer à 9,8% du PIB au lieu de 10,4% en 2023. En prenant en considération le rythme évolutif des transferts des MRE, le déficit du **compte courant** devrait s’alléger pour atteindre 0,4% du PIB au lieu de 0,6% enregistré en 2023.

***Déficit budgétaire conforté par l’amélioration des recettes fiscales***

La situation des **finances publiques** en 2024 devrait tirer profit de la poursuite du redressement attendu de l’économie nationale et des différentes mesures prises dans le cadre de la loi des finances 2024. Ceci devrait profiter aux **recettes ordinaires** qui devraient apprivoiser 22,5% du PIB suite à la hausse prévue des recettes fiscales et à la mobilisation des recettes non fiscales à travers les mécanismes de financement innovants. Ainsi, **les recettes fiscales** devraient atteindre 18,5% du PIB bénéficiant à la fois de la bonne tenue des impôts directs et indirects. En outre, **les recettes non fiscales** devraient enregistrer près de 3,8% du PIB après une moyenne de 2,8% durant la dernière décennie.

Parallèlement, l’année 2024 est marquée par l’initiation de la réforme de la décompensation progressive du gaz butane dans le but de dégager les marges de manœuvre nécessaires pour le financement de l’aide sociale directe. À cet effet, et compte tenu de la tendance baissière des cours du gaz à l’international, le ratio de la charge de compensation devrait accuser un recul passant de 2% du PIB en 2023 à près de 1,1% du PIB en 2024.

**Les dépenses des biens et services** devraient s’accroitre en 2024 pour atteindre 16,5% du PIB après 15,9% en 2023. En effet, les dépenses de personnel devraient connaître une progression suite à l’opérationnalisation de la hausse prévue des salaires convenue dans le cadre du dialogue social. En tenant compte de la progression des intérêts de la dette qui devraient atteindre 2,4% du PIB, **les dépenses ordinaires** devraient connaitre une quasi-stagnation aux alentours de 20% du PIB. La baisse prévue du ratio des dépenses d’investissement à 6,9% du PIB au lieu de 7,6% du PIB en 2023devrait porter **les dépenses globales** à 26,9% du PIB après 27,6% en 2023. L’évolution des recettes ordinaires et des dépenses globales devrait se traduire par un allégement du **déficit budgétaire**, passant de 4,3% du PIB à 4% en 2024.

Dans ces conditions, le Trésor devrait mobiliser les ressources internes et externes pour le financement de son besoin. Ainsi, la **dette du trésor** devrait continuer de s’accroître en 2024, pour atteindre près de 70,3% du PIB au lieu de 69,5% en 2023. Son encours devrait rester supérieur aux niveaux pré pandémiques et dominé par sa **composante intérieure** qui devrait atteindre 52,7% du PIB durant l’année 2024. La **dette extérieure du Trésor** devrait avoisiner 17,6% du PIB en 2024, atteignant 25,1% de l’endettement du Trésor, soit un niveau aligné avec l’intervalle du portefeuille Benchmark. Tenant compte de la dette extérieure garantie qui devrait atteindre 12,7% du PIB au lieu de 13,1 en 2023, **la dette publique globale** devrait s’établir à 83,0% du PIB en 2024 au lieu de 82,5% en 2023.

Au niveau **monétaire,** la banque centrale a décidé de réduire le taux directeur de 25 points de base en juin 2024 après l’avoir maintenu à 3% depuis mars 2023, dans un contexte d’atténuation des pressions inflationnistes. Cette décision devrait contribuer à stabiliser les conditions de financement, favorisant la reprise prévue du crédit bancaire au secteur non financier en 2024, portée par le lancement de grands projets structurants. Ainsi, **les créances sur l’économie** devraient enregistrer une hausse de 4,9%, tandis que les créances nettes des institutions de dépôts sur l’administration centrale devraient se consolider de 1,6% après leur baisse de près de 4,7% en 2023. Les **avoirs extérieurs nets** devraient évoluer de 6,2% en 2024, assurant une couverture de 5,1 mois d’importations des biens et services. De ce fait, et tenant compte de l’évolution de ses autres contreparties, **la masse monétaire** devrait afficher un rythme d’évolution aux alentours de 4,8%.

***Vers une dynamique économique continue en 2025***

L’économie nationale devrait poursuivre son amélioration en 2025, tirant profit d’une consolidation des activités non agricoles et d’une reprise du secteur agricole sur la base d’un scénario moyen inférieur pour la production céréalière durant la campagne agricole 2024/2025. Ces perspectives prennent en compte les tendances internationales, notamment la quasi-stabilisation des prix des matières premières et l'accroissement de la demande mondiale adressée au Maroc, prévue à 3% en 2025 après 1,5% estimé en 2024. Ces prévisions considèrent également la reconduction de la politique budgétaire en vigueur durant l’année 2024.

En se basant sur ces hypothèses, les activités non agricoles devraient enregistrer une croissance de près de 3,2% en 2025 contre 3,6% en 2024. Le secteur secondaire devrait afficher une valeur ajoutée en hausse de 3,4% en 2025, attribuable à la poursuite de la bonne performance du secteur du BTP, des industries de transformation et des mines, en lien principalement avec l'augmentation attendue de la demande extérieure.

La valeur ajoutée du secteur du BTP devrait s’accroître de 3,5%, favorisée par la poursuite des mesures de soutien à l'acquisition de logements et par l’essor remarquable de l’activité des travaux publics. En effet, les investissements relatifs à l’organisation prévue des grandes manifestations sportives, le programme de reconstruction et de réhabilitation des zones affectées par le séisme d'Al-Haouz, ainsi que plusieurs projets structurants dans les secteurs de l’énergie et de l’eau devraient booster cette performance attendue en 2025.

Les industries de transformation devraient connaitre une progression de leur valeur ajoutée aux alentours de 3,2% en 2025. Cet accroissement serait favorisé par la consolidation des industries agroalimentaires et par la reprise des industries du textile. Le secteur minier devrait poursuivre son raffermissement amorcé en 2024 enregistrant une hausse de 4,5% de sa valeur ajoutée en 2025, confortée par la poursuite de l’accroissement de la demande en provenance de l’Inde et du Brésil.

Les **activités tertiaires** devraient enregistrer une valeur ajoutée en progression de 3% en 2025 après 3,4% en 2024, soutenues par la poursuite de la dynamique du secteur touristique, et par la bonne tenue des secteurs du transport et du commerce en raison du raffermissement de la demande intérieure. Elles devraient bénéficier également de l’amélioration prévue des revenus, sous l’effet de la hausse des salaires, du redressement des revenus agricoles et de la bonne tenue des transferts des MRE.

Quant au **secteur primaire**, il devrait enregistrer une croissance de 8,5% de sa valeur ajoutée, après une baisse de 4,6% en 2024, sous l'hypothèse d'une production céréalière moyenne inférieure et d’une consolidation des autres cultures et de l'élevage.

En prenant en compte une augmentation de 3,8% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, le **Produit Intérieur Brut devrait afficher une croissance de 3,7% en 2025**, après 3% prévue en 2024. **En valeur**, le Produit Intérieur Brut devrait accuser une croissance de l’ordre de 5,9% au lieu de 4,8% en 2024, donnant lieu à un niveau d’inflation approché par l’indice implicite du PIB de 2,2% après 1,8% une année auparavant.

L’activité économique devrait être soutenue en 2025 par **la demande intérieure** qui devrait s’inscrire en augmentation de 3,5%. Sa contribution à la croissance du PIB devrait avoisiner 3,7 points au lieu de 3,3 points estimés en 2024. Cette évolution serait le résultat d’une croissance de la **consommation des ménages** de 2,6%, contribuant de 1,6 points à la croissance du PIB, sur fond de l’amélioration prévue des revenus agricoles et de la poursuite de l’atténuation des pressions inflationnistes sur le pouvoir d’achat des ménages conforté par les aides sociales directes. De son côté, **la consommation des administrations publiques** devrait enregistrer une hausse de 4,1%, contribuant de 0,8 point à la croissance du PIB. Dans ces conditions, **la consommation finale nationale** devrait afficher une progression de 3%, donnant lieu à une contribution de 2,4 points à la croissance économique en 2025.

La poursuite de l’orientation favorable de la politique budgétaire en matière d’investissement devrait contribuer à l’accroissement de l’investissement public qui devrait maintenir son rythme évolutif en 2025. En outre, l’amélioration des perspectives économiques et les mesures incitatives notamment dans le secteur du BTP devraient soutenir l’amélioration de l’investissement privé. Ainsi, le volume de **l’investissement brut** devrait afficher une évolution de 4,7%, contribuant positivement à la croissance économique de 1,3 point.

Au niveau des **échanges extérieurs**, la bonne tenue des secteurs des métiers mondiaux, notamment le secteur automobile, devrait contribuer à soutenir le rythme de croissance des exportations. En outre, l’offre exportable en produits agricoles et agroalimentaires devrait afficher une reprise, compte tenu du redressement prévu de la production agricole. Les exportations du phosphate et de ses produits dérivés devraient maintenir leur tendance haussière, alors que les exportations du secteur textile devraient rester modérées suite à une demande étrangère stable. Dans ces conditions, **le volume des exportations de biens** devrait afficher une évolution de 7,3% au lieu de 10,5% estimé pour 2024.

La consolidation prévue de la demande intérieure devrait entraîner une augmentation des importations, en particulier des produits d'équipement et des produits finis de consommation. En outre, la poursuite de l’amélioration des exportations nationales devrait contribuer à la hausse des importations des biens intermédiaires. Cependant, l'affermissement attendu de la production agricole devrait contribuer à la réduction des besoins alimentaires. Ainsi, **les importations en volume** **des biens** devraient progresser de 7% au lieu de 8% estimé pour 2024.

Tenant compte de la poursuite de la baisse des cours des matières premières, notamment énergétiques et alimentaires, combinée à une amélioration des conditions d’approvisionnement, la **valeur des exportations nationales de biens** devrait augmenter de 5,8%, tandis que celle des **importations d**evrait croître de 5,3%, portant **le déficit commercial** à 18,2% du PIB en 2025 après 18,4% en 2024. Par ailleurs, la poursuite de la performance soutenue des activités touristiques devrait profiter à la bonne tenue des échanges des services, notamment ceux du voyage et du transport. Ainsi, **le déficit en ressources** devrait se stabiliser aux alentours de 9,7% du PIB en 2025. Considérant le rythme évolutif des transferts MRE, le **compte courant** devrait connaître une accentuation de son déficit pour atteindre 0,7% du PIB au lieu de 0,4% du PIB estimé en 2024.

Le creusement du **besoin de financement** reflète l’accroissement de l’écart entre l’investissement brut qui devrait représenter 29% du PIB après 28,5% en 2024 et **l’épargne nationale** qui devrait s’établir à 28,3% du PIB en 2025 au lieu de 28,1%, tenant compte des revenus nets extérieurs qui devraient atteindre 7% du PIB. Le taux **d’épargne intérieure** devrait connaître une amélioration passant de 20,7% du PIB en 2024 à 21,3% en 2025, résultant d’un accroissement du PIB nominal de 5,9% et d’une progression de la consommation finale nationale aux prix courants de 5,3%.

***Poursuite de l’allégement du déficit budgétaire***

La **politique budgétaire** en 2025 serait marquée par le maintien de l’effort d’investissement public et la poursuite du processus de la décompensation partielle et progressive du gaz butane amorcée en mai 2024. L’opérationnalisation des mesures prises dans le cadre du dialogue social, dont l’exécution de la deuxième phase de l’augmentation des salaires est programmée pour l’année 2025, devrait accroître les dépenses du personnel pour atteindre près de 10,3% du PIB. Dans ce sillage, le ratio **des dépenses ordinaires** par rapport au PIB devrait reculer passant de 20% en 2024 à 19,5%, tirant profit du repli du ratio de la dépense de compensation en 2025 qui devrait s’établir à près de 0,7% du PIB après une moyenne de 1,8% entre 2014 et 2023.

**Les recettes ordinaires** devraient se stabiliser à près de 22% du PIB, profitant de l’accroissement prévu des recettes fiscales sous l’effet de la poursuite de l’évolution favorable des impôts directs et indirects en 2025. Soutenues par les recettes des mécanismes de financement innovants, **les recettes non fiscales** devraient afficher une croissance pour enregistrer 3,7% du PIB. Compte tenu de l’évolution des **dépenses d’investissement** qui devraient atteindre 6,5% du PIB, **le déficit budgétaire** devrait s’établir à 3,8% du PIB en 2025, en allègement par rapport à son niveau estimé à 4% du PIB en 2024.

Cette tendance devrait bénéficier aux indicateurs de l’endettement, ramenant ainsi le ratio de la **dette du trésor** aux alentours de 70,1% du PIB. Tenant compte d’un recul du ratio de la **dette extérieure garantie par l’Etat**, passant de 12,8% du PIB attendu en 2024 à 12,3% en 2025, le ratio de la **dette publique globale** devrait baisser pour s’établir à près de 82,4% du PIB au lieu de 83,1% prévu en 2024.

**La création monétaire** devrait poursuivre son accélération en 2025, progressant de 5,3% au lieu de 4,8% prévue en 2024. Cette évolution devrait découler de l’augmentation attendue de 5,6% des créances sur l’économie, combinée à une reprise de 5,4% des créances nettes des institutions des dépôts sur l’administration centrale, après 1,6% prévue en 2024.

***Conclusion***

Après avoir marqué une tendance baissière passant en moyenne de 4,7% à 3,4% entre les périodes 2000-2009 et 2010-2019, la croissance économique nationale devrait se stabiliser à court terme aux alentours de 3%. Ce sentier de croissance, inférieur à la performance économique des pays à revenu intermédiaire dont le Maroc fait partie, demeure compromis par la persistance de la volatilité de la performance agricole, par la capacité du secteur industriel à surmonter la lenteur de sa transformation et de son intégration, et par la baisse tendancielle du rendement et du volume de l’investissement. En effet, le volume de la formation brute du capital fixe marque un ralentissement notable passant de 6,5% en moyenne durant la période 2000-2009 à seulement 3,2% entre 2010 et 2019.

Certes, la consolidation de l’investissement du budget général de l’Etat, dont la part dans les dépenses totales est passée de 17,8% sur la période 2000-2009 à 22% sur la période 2010-2019, aurait contribuer davantage à l’accroissement du niveau d’investissement global. Toutefois, le maintien de cette orientation favorable du soutien public à l’investissement nécessiterait la constitution des espaces budgétaires additionnels et l’exploitation des niches de financement supplémentaires afin d’assurer la durabilité du financement.

À cet effet, et à l’instar des expériences pratiquées dans la conversion de la dette extérieure dans des pays tels que le Chili, la Tunisie et le Mexique, une éventuelle conversion des charges de la dette intérieure en projets d’investissement dans le cadre d’un partenariat public-privé pourrait contribuer à promouvoir l’investissement public. Les charges afférentes à l’intérêt de la dette intérieure représentent en moyenne plus de 32% de l’enveloppe budgétaire accordée à l’investissement du budget général de l’État sur la période 2010-2023, tandis que le service total de la dette intérieure dépasse largement le total de l’enveloppe budgétaire d’investissement. Une conversion, quoique partielle, de ces charges d’endettement qui réduisent les marges de manœuvre de la politique budgétaire, constituerait un levier permettant d’accroitre la capacité du gouvernement à financer de nouveaux projets et un élan au tissu entrepreneurial privé.

Par ailleurs, l’accroissement de l’investissement devrait s’appuyer également sur une contribution plus avancée du secteur privé caractérisé par la dominance des TPE et des PME. Dans ce sillage, il est inéluctable de renforcer les opportunités d’accès au financement, particulièrement pour ces catégories d’entreprises qui représentent un potentiel en matière de création d’emploi. En effet, force est de constater que le financement intérieur accordé au secteur privé par les banques au Maroc demeure relativement faible par rapport au niveau des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

 Au niveau de ces pays, les crédits bancaires octroyés au secteur privé par les banques ont marqué une progression notable, passant de 58,9%[[3]](#footnote-3) du PIB à 96,5% du PIB respectivement au cours des périodes 2000-2009 et 2010-2019, tandis qu’au niveau national, ces crédits ont affiché des taux inférieurs, passant de 43,7% du PIB à seulement 61% du PIB au cours des mêmes périodes. Ce taux n’a pas dépassé 64,5% du PIB, même en période de crise pandémique durant laquelle les crédits bancaires ont connu une hausse remarquable à l'échelle mondiale, atteignant en moyenne plus de 135% du PIB chez les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

En outre, la récente étude publiée par le HCP sur « l’Allocation des ressources et gains de productivité » montre la présence de plusieurs facteurs, ou distorsions, non économiques, qui entravent la croissance des entreprises. L'analyse des sources de ces distorsions indique que le climat des affaires est l’un des facteurs déterminants de la mauvaise allocation des ressources, notamment les obstacles liés à l'accès au foncier, à la réglementation du marché du travail et à la corruption. En effet, 48%, 38% et 20% des entreprises à forte productivité ayant des difficultés de croissance déclarent respectivement ces obstacles comme des contraintes majeures à leur développement en comparaison avec 16%, 20% et 12% des entreprises moins productives et plus grande que leur taille optimale. Les résultats de l’étude montrent que l’élimination de ces distorsions pourrait conduire à un gain de production de près de 97% dans le secteur manufacturier.

***ANNEXE***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | 2023 | 2024\* | 2025\*\* |
| Valeurs Ajoutées et PIB en volume (en %) |
| Valeur ajoutée totale |  | 3,2 | 2,6 | 3,7 |
| Valeur ajoutée primaire |  | 1,6 | -4,6 | 8,5 |
| Valeur ajoutée non agricole |  | 3,5 | 3,6 | 3,2 |
| Valeur ajoutée secondaire |  | 1,3 | 4,1 | 3,4 |
| Valeur ajoutée tertiaire |  | 4,4 | 3,4 | 3 |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions  |  | 4,9 | 6,8 | 3,8 |
| PIB non agricole |  | 3,6 | 4 | 3,2 |
| PIB en volume |  | **3,4** | **3** | **3,7** |
| Variation du prix implicite du PIB |  | 6,4 | 1,8 | 2,2 |
| Equilibre Ressources et Emplois en volume en % |
| Consommation finale |  | 3,9 | 2,8 | 3 |
| Consommation des ménages résidents |  | 3,7 | 2,2 | 2,6 |
| Consommation des administrations publiques |  | 4,1 | 4,5 | 4,1 |
| FBCF |  | 1,9 | 4,2 | 3,8 |
| Exportations de biens et services |  | 8,8 | 9 | 8,4 |
| Importations de biens et services |  | 7,4 | 8 | 7 |
| Ratios des principaux indicateurs macroéconomiques en % du PIB |
| Epargne intérieure |  | 20,5 | 20,7 | 21,3 |
| Epargne nationale  |  | 28,2 | 28,1 | 28,3 |
| Investissement brut |  | 28,8 | 28,5 | 29 |
| Solde de financement |  | **-0,6** | **-0,4** | **-0,7** |
| Déficit budgétaire |  | 4,3 | 4 | 3,8 |
| Dette publique globale |  | 82,5 | 83,1 | 82,4 |
| Dette de Trésor |  | 69,5 | 70,3 | 70,1 |
| Avoirs extérieurs nets en mois d’importations B&S |  | 5 | 5,1 | 4,9 |

1. Prévisions de la Banque Mondiale - JUIN 2024 [↑](#footnote-ref-1)
2. Estimation du département de l’Agriculture [↑](#footnote-ref-2)
3. Banque mondiale [↑](#footnote-ref-3)